

Allocution de Madame Jacqueline de Romilly

Ecole Pratique des Hautes Etudes en Sciences Sociales

Le 15 mai 2004

Mes amis,

Je me réjouis de vous voir tous ici, venus nombreux. En fait, c'est une vraie chance que tous les signataires qui se sont manifestés ne soient pas venus, car nous serions alors plus de soixante mille personnes présentes, et cela poserait quelques problèmes.

La rencontre d'aujourd'hui, organisée principalement par la CNARELA, réunit les membres des sept associations qui se sont mises ensemble pour protester contre les mesures dramatiques prises récemment à l'égard du latin et du grec. Il s'agit donc avant tout d'une crise. Mais je voudrais le dire nettement : il s'agit aussi de dépasser cette crise. Je pense que tous ceux qui ont été mêlés de très près à l'action vous parleront de cette crise, vous diront comment, brusquement, nous avons appris que, rectorat après rectorat, toutes les classes de grec qui n'atteignaient pas un nombre d'élèves suffisant étaient supprimées ; qu'en plus ce calcul du nombre d'élèves avait été fait, par mauvaise foi ou ignorance, de façon inexacte et que, dorénavant, le latin dans certains cas, et le grec, seraient groupés dans un ou deux établissements par rectorat. Et puis on a appris qu'il y aurait une règle, et qu'il fallait tant d'élèves, mais cela changeait selon le rectorat, ici dix, là douze : un véritable gâchis !

Alors nous sommes entrés en bataille. C'était trop. Le résultat est que, après bien des interventions, nous avons été largement suivis. Nous avons été suivis dans la presse, par des journaux de tous bords et, personnellement, j'ai été très aidée par le Figaro, et par le magazine Lire : il y a eu un véritable écho, dans tous les journaux de Paris et de province, et la pétition a été rédigée, et les adhésions n'ont pas cessé d'arriver : chacun s'est donné un mal énorme.

Résultat : on a retardé les mesures : on a dit que pour le moment, on allait refaire les calculs et que l'on verrait. C'est tout. C'est déjà un petit avantage. Mais est-ce que vous mesurez combien le projet est immoral, combien il est désastreux ? Comment voulez-vous que réagissent des élèves, pour qui on a déjà pris tant de mesures, compliquant le fait de s'inscrire, tant pour le grec que pour le latin, si on leur dit : "C'est supprimé", "non, ça va être rétabli", "peut-être ce sera rétabli", "ce n'est pas certain, vous pouvez toujours aller voir ailleurs...". Les mesures prises n'ont cessé de vouloir décourager les élèves et ces hésitations, ces menaces ne font que les décourager encore davantage.

Nous ne sommes pas satisfaits de ces premiers résultats : il nous faut mieux. Il faut reconnaître que la crise que je viens d'évoquer était déjà le résultat d'une longue série de crises et qu'elle a été suivie par d'autres. J'ai l'impression, depuis quelques années, de n'avoir pas cessé de protester. Juste avant ces suppressions dans le secondaire, nous nous battions pour un poste de grec à la Sorbonne, arbitrairement supprimé, et encore une fois, par une sorte de jeu de mots. Et nous sommes intervenus, nous nous sommes agités et, pour finir, les choses ont été en partie réparées. Mais depuis, cela continue : les postes diminuent, on parle d'une réforme du CAPES, qui consisterait à supprimer les épreuves écrites de latin et de grec ; on parle aussi d'une réforme des classes de Troisième. Bref, Je pense que cette dernière mesure, contre laquelle nous nous sommes élevés, qui suscitait notre alliance et votre présence, ne doit pas seulement être annulée, mais doit générer enfin un sursaut, un mouvement de reconnaissance de l'importance de ces études dans la formation de l'esprit et de leur rôle dans la culture française, afin que tout ne soit plus fait non plus pour les décourager et les rendre difficiles. Ce n'est pas seulement une

question d'une très légère dépense conforme à la tradition que nous réclamons : c'est vraiment une prise de conscience et un effort et une action.

Chacun de nous, dans sa sphère, peut participer à cette action : tous ensemble nous le pouvons mieux encore. Et le moment est venu. Chacun sait que dans l'édition, dans la presse, on voit se traduire un vif intérêt pour le latin et le grec. Partout on nous demande, sauf dans l'enseignement ! Là on nous chasse et on nous rejette : cela doit cesser.

Les arguments, je ne les citerai pas, vous les connaissez. Et ils sont si évidents ! Il faut vraiment être de mauvaise foi pour ne pas comprendre ce que représente pour des jeunes cette initiation à des langues à ia fois si proches de la nôtre, et si différentes. Cette initiation les oblige à faire attention, à essayer de comprendre, à se rendre compte des raisons pour lesquelles ils se sont trompés ; ils apprennent ainsi à gagner lentement, progressivement, le sens ! Et ce sens les mène à un contact plus étroit avec des textes qui sont encore simples, souvent concrets, souvent riches de rêves et de légendes, mais où se dessinent si fermement les valeurs qui s'inventaient aïors et qui sont encore aujourd'hui le fondement de nos sociétés.

Et j'ajouterai que ces valeurs ne sont pas spécifiquement françaises : elles ont l'avantage de pouvoir s'adapter à des élèves partis d'autres cultures et elles ont l'avantage d'être, dans une très large mesure communes aux divers peuples de cette Europe que nous essayons aujourd'hui de constituer et de consolider.

Les arguments ne manquent pas : ils sont divers et se retrouvent à divers niveaux. Chacun peut les employer selon sa sensibilité, et le niveau de l'enseignement qui est en jeu : ils sont tous vrais et tous forts. Il est certain, en tout cas, que le contact avec les textes, à quelque niveau que ce soit, construit peu à peu la personnalité morale des élèves et leur donne cette armature intérieure qui, si visiblement, fait défaut aujourd'hui. Il est temps de parler, et de parler haut. Il est temps d'obtenir une reconnaissance officielle du rôle de ces études. Il est donc temps qu'une propagande soit faite par chacun d'entre nous et par nous tous ensemble et par les hommes, de quelque bord qu'ils soient, qui comprennent les choses et voudront nous aider. Je fais partie d'une association qui s'appelle L'Elan nouveau des citoyens. Eh bien, j'aimerais que surgisse un élan nouveau des défenseurs de nos études, des amis de la culture, des gens qui sont indignés de voir refuser, pour de pauvres raisons d'économie et par incompréhension, des études qui ont si clairement montré depuis longtemps leur valeur de formation pour les jeunes. Il faudra donc qu'à partir d'aujourd'hui, dans les manifestations et dans les négociations qui auront lieu avec ce ministère, mais aussi dans notre vie quotidienne, nous l'affirmions sans réserve. J'ai parlé d'une crise et nous nous sommes réunis pour une circonstance grave, où nous étions menacés de mort. Mais ce moment d'extrême danger peut être le début d'une renaissance.

Oui, une renaissance. Si nous le faisons, ce sera si beau ! Et nous pouvons le faire. Et mon dernier mot, dans cette lutte pour éviter un désastre, ce sera le mot d'espoir. Merci.

Jacqueline de Romilly